**Votre nom et prénom Ville , le XXXXX 2015**

**Adresse 1**

**Adresse2**

**CP VILLE**

**«Civilité» «Prénom» «Nom»**

 **Assemblée nationale**

 **126, rue de l'Université
 75355 Paris 07 SP**

**Monsieur Le Député,**

 **Je vous écris une nouvelle fois sur la réforme de la biologie médicale brandie au nom de l’amélioration de la qualité des soins et votée en 2013, et qui provoque strictement le contraire sur le terrain au grand dam des patients et prescripteurs.**

 **Une des mesures phare de cette réforme consiste en l’obligation de contraintes de type industriel regroupées sous le terme « d’accréditation » sous l’égide d’ un organisme privé ayant une dérogation de service public, le COFRAC.**

 **Elles sont financièrement et humainement insupportables aux laboratoires de proximité, et ressemblent davantage à un prétexte légal pour les obliger à vendre à des groupes financiers qui célèbrent grâce à cela leur future entrée en bourse…**

 **Face à nos inquiétudes légitimes, comme celles d’autres confrères, nous lisons avec stupéfaction les réponses de Madame la Ministre de la Santé célébrant la modernité d’une réforme éthique, pendant qu’au même moment les financiers réduisent les laboratoires rachetés à des centres de prélèvements vides de tous moyens techniques et humains, trompant le patient et le mettant en danger.**

 **Nous vous rappelons que dans un climat où le chômage explose, plus de 2000 emplois ont été détruits par cette réforme et cette dernière rend notre exercice professionnel insupportable pour mieux nous détruire légalement et en toute discrétion.**

 **Nous vous rappelons que derrière leur mission de santé, les biologistes sont aussi des chefs d’entreprises créateurs d’emplois et que l’attachement récemment brandi par le Premier Ministre devant le MEDEF est en totale contradiction avec cette réforme.**

**Que faudra t-il qu’il arrive pour réaliser l’ampleur de la catastrophe ?**

**Devant la situation de crise avec cette mise en vente forcée et la dégradation de notre mission sanitaire sur le terrain, nous vous demandons de toute urgence de retarder d’un an l’entrée dans l’accréditation, et de préparer un système alternatif à cette dernière.**

**Nous demandons une commission d’enquête sur le COFRAC qui nous harcèle par des injonctions permanentes à entrer au plus vite dans l’accréditation sous peine de ne plus pouvoir exercer .**

**Devant ces pressions, plusieurs biologistes menacent de se suicider.**

**Les laboratoires de proximité sont à bout, ne peuvent faire face à de telles pressions accompagnées de menaces de fermeture administrative ceux qui ne pourront s’y soumettre.**

**Si le but de madame la Ministre de la Santé est de laisser pourrir la situation et de nous obliger in fine à vendre à des financiers comme LABCO, très influent au sein de son ministère, tout en jurant le contraire lors de ses réunions électorales, merci de nous le dire.**

**Son indifférence et son intransigeance constituent une forme de cruauté mentale et de déni inadmissible de la part d’un gouvernement qui se dit défenseur de l’effort, et je ne vous souhaite pas de vivre un jour à titre personnel ce qu’il nous arrive.**

**Nous attendons de votre part une réponse très rapide et précise, car la situation est intenable, je le répète, et nous la diffuserons à nos confrères et aux patients.**

 **Veuillez agréer, Monsieur Le Député,** **l’expression de mes salutations distinguées.**

 **Votre nom et prénom**

 **signature**